



Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installations classées(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*04

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Entrepôt logistique (95)

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplit le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Nom, prénom

☐

Madame

☐

Monsieur

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

ATTIS

N° SIRET

43814427100030

Qualité du
signataire

Monsieur Pierre-Elie SERAYET, Directeur général

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées :

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

0786429073

Adresse électronique

pe.serayet@attis.fr

N° voie

47

Type de voie

rue

Nom de voie

du commandant Rolland

Code postal

93350

Commune

LE BOURGET

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Nom, prénom

ECHALLARD Justine

Service

Fonction

chef de projet ICPE

Adresse

Type de voie

AVENUE

Nom de voie

MARINVILLE

Code postal

94100

Commune

ST MAUR DES FOSSÉS

N° de téléphone

01 48 89 67 38

Adresse électronique

justine-echallard@arcoe.fr

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

1

Type de voie

ROUTE

Nom de la voie

DE LOUVRE

Code postal

95380

Commune

PUISEUX-EN-FRANCE

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune

95380 Louvres ; 95380 Puisseux-en-France

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

PRESENTATION PROJET:

ATTIS est Fournisseur d'emballages alimentaires pour les grossistes, les distributeurs et les industries depuis plus de 25 ans.

ATTIS a des clients dans le secteur des grossistes et revendeurs, et fournit plus de 200 cash and carry. C'est une entreprise à taille humaine.

La gamme complète d'emballages alimentaires, est composée de cartons ou plastiques ou aluminium et fibre de canne à sucre. S'y rajoute une gamme de produits d'hygiène et entretien.

L'entrepôt actuel est situé à quelques minutes du boulevard périphérique de Paris, et est accessible par les autoroutes A86 et A1.

PROJET

Rubrique 1530 ENREGISTREMENT:

Cellule A1 : 4000m² x H=9m = 36000m³

Cellule A2 : 3500m² x H=9m = 31500m³

Volume total entrepôt = 67500m³

Les cellules sont dédiées au stockage 1530. Les cellules auront des racks installés.

- Cellule A1 : 4000m² x H=9m = 36000m³

- Cellule A2 : 3500m² x H=9m = 31500m³

La zone de quais au sud des cellules permet la préparation des commandes. La cellule A1 disposera de 4 racks de 70m de longueur et 7 racks de 47,9 m de longueur. La cellule A2 disposera de 5 racks de 74m de longueur, 2 racks de 59 m de longueur et 2 racks de 40,5m de longueur. Le stockage se compose d'emballages, plastiques, cartons.

Rubrique 2925 NON CLASSE :

Une vingtaine de chariots élévateurs dans 2 locaux de charge batterie de surface 31m² et 33m²

Rubrique 4331 et 4511 NON CLASSE :

Le stockage inflammable comprendra 50 palettes de produits liquide divers (détergents, désinfectants et nettoyeurs divers) Soit un stockage de moins de 40 tonnes

Rubrique 4510 NON CLASSE :

Une palette d'eau de javel Soit moins d'1 tonne sur site

PERSONNEL & HORAIRES

Le personnel dans l'entrepôt se composera de 25 à 30 personnes. Le personnel dans les bureaux se composera de 15 à 20 personnes

L'effectif tend à évoluer dans le futur.

L'entrepôt est ouvert 5 jours/semaine, du Lundi au vendredi de 6h00 à 17h00.

Les bureaux sont ouverts 5 jours/semaine, du Lundi au vendredi de 8h00 à 19h00.

Le site sera fermé les samedis/dimanches, jours fériés

4.2 Votre projet est-il un :

☐ Nouveau siteSite existant ☒

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

[illegible]

4.4 Installations, ouvrages, activités (IOTA) :

- Votre projet est-il soumis à une ou plusieurs rubriques(s) relevant de la réglementation IOTA ?
 Si oui : ☐ Non ☒ Oui
- la connectivité de ces IOTA les rend-elle nécessaires à l'installation classée ? ☐ Non ☐ Oui
- la proximité de ces IOTA avec l'installation classée est-elle de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ? ☐ Non ☐ Oui

- indiquez la (ou les) rubrique(s) concernée(s) :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA)	Régime

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel, sous réserve des aménagements demandés au point 5.2. Ce document devra également permettre de justifier que votre installation soumise à déclaration connexe à votre activité principale fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).
 Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.
 Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.
 Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>
 Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.
 Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inp.mnhn.fr/zone/simp/espaces/viwer/>).

Le projet se situe-t-il : Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	2 ZNIEFF de type 2 sont autour du site, dont la plus proche est 110120061 - VALLEES DE LA THEVE ET DE L'YSIEUX est située à 1,9km à l'ouest du site 2 ZNIEFF de type 1 sont autour du site, dont la plus proche est 220014323 - MASSIF FORESTIER DE CHANTILLY/ERMENONVILLE est située à 6,4km à l'ouest du site
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de zone de montagne
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'arrêté de conservation du biotope le plus proche est localisé à 15,6km du site. Il s'agit du bois de Bernouille.

	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur le territoire d'une commune littorale ?		Sans objet.
	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?		Sans objet pour le parc naturel marin ou zone de conservation halieutique. La réserve naturelle régionale la plus proche est localisée au nord-ouest du site à environ 19km. Il s'agit du Marais de Stors (FR9300029). Le parc naturel régional le plus proche est localisé à 200m (OISE-PAYS DE FRANCE (FR8000043)).
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?		Un plan de prévention du Bruit dans l'Environnement des grandes infrastructures de l'état pour le département du Val d'Oise a été approuvé par arrêté préfectoral en septembre 2022. La commune de Louvres est concernée par le PPBE du Val d'Oise vis à vis des routes nationales traversant la ville.
	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?		Le site se situe en dehors des périmètres de protection au titre des abords de monuments historiques. Le site est à environ 1km du périmètre de protection de l'Eglise paroissiale Saint-Justin et l'Eglise Sainte-Geneviève
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?		Le site est à 4km de tout étang ou point d'eau permanent
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?		Le site est en dehors des PPR et PPRN. Source: géorisque recherche 2023-01
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]		Le site pollué le plus proche est à 660m à l'est du site (SSP000386901 - SDC)
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-T1 du code de l'environnement]		Les communes de Puiseux-en-France et Louvres se situent dans la ZRE de la nappe de l'Albien Source: Système d'information sur l'eau du bassin Seine-Normandie -Zones de Répartition des Eaux
	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?		sans objet - pas de captage ABP recensé dans un rayon de 3.5km Le captage sur la commune de FONTENAY EN PARSIS est le plus proche
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans un site inscrit ?		le site inscrit se situe à 200m du site inscrit Plaine de France
	Oui	Non	Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :		Si oui, lequel et à quelle distance ?
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'un site Natura 2000 ?		2 ZPS (FR2212005 et FR1112013), présence à plus de 6km. 1 SIC/ZSC (FR2200380), présence à plus de 9km.
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'un site classé ?		L'installation de ATTIS se situe à plus de 1km du site classé Butte de Chatenay

7. Effets notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)	
Oui	Non	NC ¹	
<p>Ressources</p>			
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Engendrer-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Est-il excédentaire en matériaux ?
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?
<p>Milieu naturel</p>			
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrite(e) au Formulaire Standard de Données du site ?
<p>Sans objet, il s'agit d'un entrepôt de stockage.</p>			
<p>Rejet des eaux de voirie qui sont traitées par séparateur hydrocarbures et phytoépuration avant infiltration et rejet dans le réseau de la ZAC</p>			
<p>Sans objet, il s'agit d'un entrepôt de stockage.</p>			
<p>Le nouveau projet n'est pas susceptible d'entraîner des perturbations ou des dégradations voir la destruction de la biodiversité. Les matériaux sont contenus dans l'entrepôt de stockage.</p>			
<p>Sans objet. Le site n'est pas situé dans une zone Natura 2000 ni à proximité.</p>			

Risques		Nuisances			
Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	Est-il concerné par des risques technologiques ?	Est-il concerné par des risques naturels ?	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	Est-il concerné par des risques sanitaires ?
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le site est à une distance importante de toute zone pouvant être impactée par son activité.	Sans objet : le site sera au sein d'une ZAC en activité. Il respectera la charte de la ZAC et sera encaissé dissimulé par des arbre et un merlon.	La commune de Louvres ne fait pas l'objet d'un PPR T mais est concernée par 2 risques technologiques : la canalisation de transport d'hydrocarbures et la pollution des sols. Source: Géorisques.	Le site est concerné par 4 risques naturels: les remontées de nappe (inondation), les mouvements de terrain, le retrait gonflement des argiles et le risque lié au radon (existant-modéré). Source: Géorisques.	Pas de risque sanitaire. Uniquement des déchets de bureaux.	L'activité du site engendre des déplacements de camions. le site sera intégré dans la ZAC du bois du Temple
Les activités sont contenues dans le bâtiment. La circulation des véhicules s'ajoute au bruit environnant. Le site sera au sein d'une zone d'activité.	Sans objet : pas d'odeur sur le site.	Engendre-t-il des odeurs ?	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	Engendre-t-il des vibrations ?	Est-il concerné par des vibrations ?
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les machines sont entretenues régulièrement et sont conformes à la législation en vigueur.					

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

7.3 Incidence transfrontalière

--

Les incidences du projet, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

7.2 Cumul avec d'autres activités

Emissions		Déchets		Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	
Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?
<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le site sera fermé la nuit, les horaires d'ouverture sont respectés. Il engendreront donc des émissions lumineuses mais seulement la journée.		Les véhicules engendrent des rejets via les gaz d'échappement.		Les eaux pluviales sont collectées par un réseau d'avaloirs. Elles sont traitées par séparateur hydrocarbures avant rejet dans un bassin d'infiltration équipé de phytoépuration. Le bassin est équipé d'une surverse permettant un rejet dans le réseau de la ZAC du bois du temple. Le point de rejet est équipé d'une vanne de barrage et d'un limiteur de débit à 0,7l/s/ha	
Il n'y a pas d'effluents liés à l'exploitation, seulement les eaux pluviales et les eaux usées.		Les déchets de bureaux sont collectés par la commune.		Le site est distant de plusieurs km d'un site classé ou inscrit et se situe en zone urbaine.	
Le site n'engendre pas de modifications: il n'y a pas de rejets.					

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les probables effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Le principe de gestion des eaux pluviales : collecte par le réseau équipé d'un séparateur hydrocarbures menant vers un bassin d'infiltration des eaux traitées également par phytodépuration, avant rejet. L'exutoire est équipé d'une vanne de barrage et d'un limiteur de débit. L'activité est contenue dans un bâtiment clos limitant les bruits émis et les poussières.
Le risque incendie est géré via les parois du bâtiment. Les eaux d'extinction seront contenues dans l'entrepôt.
Des RIA et extincteurs sont répartis sur l'ensemble du site. 2 citernes : une de sprinklage et une réserve incendie de 480m3 équipé d'un poteau et de 4 aires de stationnement pompiers.

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement].

Le site est situé en zone IAU du PLU de Louvres et AUJ du PLU de Puiseux-en-France : zone urbaine. Le site peut donc évoluer vers de nouvelles activités commerciales, industrielles, artisanales, respectant le règlement de la zone urbaine d'équipement qui seront classées ou pas et qui feront l'objet de demandes d'autorisation spécifiques si nécessaire.

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

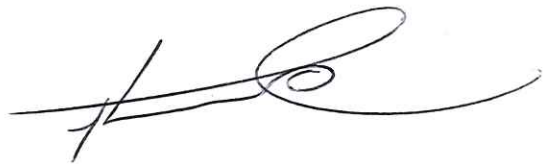
A

PARIS

 Le

06/03/2023

 Signature du demandeur



Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
<input type="checkbox"/>	P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]
<input type="checkbox"/>	P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]
<input type="checkbox"/>	P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]
<input checked="" type="checkbox"/>	Requête pour une échelle plus réduite : <input checked="" type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]
<input type="checkbox"/>	P.J. n°4. - Un document permettant d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]
<input type="checkbox"/>	P.J. n°5. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 512-7-3 dont le pétitionnaire dispose ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]
<input type="checkbox"/>	P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]
<input type="checkbox"/>	Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
<input type="checkbox"/>	Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation : P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement]
<input type="checkbox"/>	Si votre projet se situe sur un site nouveau : P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement] Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement] se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.
<input type="checkbox"/>	Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire : P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.
<input type="checkbox"/>	Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement : P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste	

Suivante :

- P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]
- ☒ - le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement
 - ☒ - le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement

- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3

- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement

- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement

- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement

- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement

- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement

- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement

Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]

P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :

- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]

- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]

- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions de l'article 229-6 :

P.J. n°14. - La description :

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :
Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

<input type="checkbox"/>	<p>P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]</p> <p>- Des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-6. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement</p>
<input type="checkbox"/>	<p>P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]</p>
<input type="checkbox"/>	<p>P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Si votre projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :</p> <p>P.J. n°18. - Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP</p>

Pièces	
<input type="checkbox"/>	PJ19 Données Projet
<input type="checkbox"/>	PJ20 sensibilité environnementale ATTIS
<input type="checkbox"/>	PJ21 Vérification de la nécessité d'une étude d'incidence environnementale
<input type="checkbox"/>	PJ22 Plans de localisation des potentiels de risques et des stocks
<input type="checkbox"/>	PJ23 Notice VRD
<input type="checkbox"/>	PJ24 Note de calcul FLUMillog